



METTONS-NOUS SUR NOTRE 31 !

Plus de deux millions de manifestants revendiqués par l'intersyndicale lors de la grève du 19 janvier : la bataille des retraites est bel et bien lancée. Présentée comme nécessaire et progressiste par le gouvernement, la réforme suscite le rejet de tous les syndicats et de plus de 72 % de la population. Un gouvernement tellement à court d'arguments que le rejet du projet augmente chaque jour ! Et quand un instant, [Franck Riester, ministre, oublie les éléments de langage, il avoue que la retraite va désavantager particulièrement les femmes ! Le 31, faisons encore plus fort que le 19, pour la justice sociale](#), RDV à :

Nantes - 10H30 - Miroir d'eau
Saint Nazaire - 10H00 - Place de l'Amérique Latine
Ancenis - 10H00 - Station Esso
Chateaubriant - 10H00 - Place de la mairie

TOUTES PROPORTIONS GARDÉES

Difficile pour beaucoup d'entre nous de se représenter les masses financières en question autour de la réforme des retraites. Alors un collectif [@Les_Infiltrés](#) a fait un résumé édifiant :

- Ressources du système de retraites par an (2021) : 346 Md€
- Déficit prévisionnel hypothétique du système des retraites : 12 Md€ par an après 2027 ou 2030.
- Augmentation annuelle moyenne du budget de l'armée : 15 Md€ à partir de 2024
- Coûts du CICE (baisse de cotisations) chaque année : 20 Md€
- Augmentation annuelle de la fortune des milliardaires français en moyenne sur 10 ans : 38 Md€
- Sommes versées aux actionnaires du CAC 40, par an (2022) : 80 Md€
- Aides publiques aux entreprises, par an (2021) : 160 Md€ (dont CICE)
- Dividendes versés aux actionnaires, par an (2021) : 259 Md€

L'objectif n'est pas de dire que toutes ces données sont équivalentes ou comparables, l'objectif est de donner des ordres de grandeur pour mieux se figurer les montants dont on parle. Évidemment les exemples choisis ne sont pas anodins puisqu'ils permettent de mieux voir où il y a de l'argent qui pourrait par exemple être mobilisé pour combler

d'éventuels déficits.

JEUNES ET RETRAITE : 5 IDÉES REÇUES

1. Les jeunes n'auront pas de retraite : C'est faux. Tant qu'il y a des gens qui travaillent et par conséquent cotisent il y a des retraites. La question c'est : à quel niveau ?

Les responsables politiques qui alimentent cette idée reçue ont donc une grave responsabilité. Ils et elles savent pertinemment que notre système de retraites n'est pas en danger d'effondrement.

2. Les jeunes ne s'intéressent pas aux retraites : C'est faux. Les jeunes s'y intéressent parce que c'est un sujet très concret pour elles et eux dès le début de leur vie professionnelle :

- quand ils et elles intègrent le monde professionnel les grandes entreprises leur proposent de verser leur épargne salariale dans des plans épargne retraite ;
- et à 35 ans l'assurance retraite leur envoie leur premier relevé de carrière.

Et puis surtout ils et elles voient leurs collègues et leurs parents atteindre la retraite en étant de plus en plus fatigué-es.

3. Les jeunes ne seront pas pénalisés par la réforme C'est faux.

L'âge légal de 64 ans s'appliquera à elles et eux au prix fort, tout comme les 43 années de cotisations. Or les jeunes diplômé-es ont fait des études qui ne sont pas comptabilisées dans les années de cotisations, tout comme le chômage subi lors de la première recherche d'emploi.

La CGT propose la prise en compte des années d'études dans le calcul de la retraite.

4. Les jeunes sont individualistes C'est faux

Les jeunes sont prêt-es à financer plus généreusement notre système de retraites solidaires. Un sondage IFOP du 12 janvier 2023 montre ainsi que 66 % des jeunes actif-ves (18-24 ans) sont disposé-es à augmenter le montant de leurs cotisations salariales.

5. Cette réforme est faite pour les jeunes, pour sauver le système de retraites. C'est faux.

En rendant la retraite solidaire de plus en plus inaccessible on laisse au contraire la porte ouverte aux retraites privées, par capitalisation, en érodant progressivement la confiance que les jeunes portent dans notre système de retraites. Il faut au contraire le renforcer en augmentant ses ressources. [Pour cela, la CGT propose de mobiliser les 157 milliards d'euros annuels d'aides publiques aux entreprises.](#)